

## Recherches sociographiques



Jean-Michel BARBE, *Les chômeurs du Québec*

Simon Langlois

Volume 18, numéro 3, 1977

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055769ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055769ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Langlois, S. (1977). Compte rendu de [Jean-Michel BARBE, *Les chômeurs du Québec*]. *Recherches sociographiques*, 18(3), 461–464.  
<https://doi.org/10.7202/055769ar>

quartier délabré à proximité de l'unique église canadienne-française et de l'unique école bilingue de l'époque, le peu d'intérêt des cols bleus de la paroisse pour les questions culturelles, le manque de structures institutionnelles adéquates propres à la minorité, et la survivance de relations périodiques avec la famille élargie comme seul lieu de participation identificatrice pour les membres de la minorité éparpillés dans le milieu torontois.

L'auteur appuie ces réflexions par une trentaine de tableaux étalant divers caractéristiques et comportements sociaux, économiques, linguistiques ou culturels des membres de son échantillon quant au lieu de résidence, région d'origine, type de travail, formation scolaire, participation aux clubs et associations, consommation des media, activités de loisirs et le reste. Néanmoins, en l'absence d'information sur l'important segment le plus invisible de la minorité, soit les personnes d'origine française mais à toute fin utile entièrement anglicisées, l'auteur ne peut démontrer de façon concluante certains corollaires névralgiques de son modèle explicatif, en particulier celui voulant que l'ambition et l'ascension socio-économiques aient conduit au *passing* à la société-hôte du plus grand nombre de ceux qui, parmi la classe moyenne, auraient normalement formé l'élite de la minorité.

Côté forme, l'exposé fleurit encore trop la thèse de doctorat. Le propos aurait pu rouler moins lourdement sur l'analyse des faits recueillis. La langue et la logique du texte sont parfois incisives et élégantes, parfois obscures ou répétitives, relevant des paradoxes où il n'y en a point, ou commettant des phrases sans verbe. Si un relâchement général de l'expression écrite ne semble épargner aujourd'hui aucune des deux langues officielles canadiennes, on ne peut toutefois que qualifier d'abominable le sort fait au français dans le texte. Au moins trois coquilles affligent l'unique citation en langue française qui tient pourtant en autant de lignes. Il est régulièrement question de l'Alliance français (sic), d'une Association Française Franco-Ontarien (sic : il s'agit de l'Association canadienne-française de l'Ontario), de la Fédération des Femmes canadienne Franco-ontarien (sic) et même Gabrielle Roy succombe à un changement de sexe. C'est à en faire retourner sir Wilfrid Laurier dans sa tombe !

Malgré nos réserves quant au fond et à la forme, le livre demeure une exploration fort utile des facteurs qui conduisent à l'absorption d'une minorité déjà partiellement prédisposée dans une société majoritaire ambiante, et il ne constitue pas un mince appui à l'évaluation lapidaire que font déjà depuis bien longtemps les Pierre Bourgault sur les perspectives de survivance du fait français à Toronto, Calgary ou Vancouver. La publication en temps propice de l'essentiel de cette œuvre par la Commission Laurendeau-Dunton aurait peut-être guidé le gouvernement canadien vers une politique linguistique et culturelle plus réaliste et plus heureuse. Il est regrettable que Maxwell n'ait pas mieux mis à profit le précieux temps écoulé pour polir son travail. Il reste que, quelle que soit la difficulté de cerner des invisibles français de Toronto, grâce à ce livre ils nous sont malgré tout désormais mieux connus.

Charles CASTONGUAY

*Département de mathématiques,  
Université d'Ottawa.*

Jean-Michel BARBE, *Les chômeurs du Québec*, Montréal, Parti pris, 1977, 166p.

Les éditions Parti pris viennent de lancer une nouvelle collection, « Parti pris Ouvrier », en publiant le livre de J.-M. Barbe, *Les Chômeurs du Québec*. Le but de l'auteur est de proposer une nouvelle position du problème du chômage dans les sociétés industrielles en vue de critiquer les pratiques sociales actuelles qui visent à solutionner le chômage ou les pratiques sociales

appliquées aux chômeurs. L'ouvrage se divise en cinq parties, de qualité très inégale : présentation de données sur le chômage au Québec, la représentation sociale du chômage, les pratiques mises en œuvre pour aider les chômeurs, une monographie de la Maison du chômeur de Montréal et, enfin, une conclusion qui propose une approche marxiste pour poser le problème du chômage.

Le premier chapitre brille par la faiblesse, si ce n'est l'absence, de la documentation et de l'analyse des « données objectives sur le chômage au Canada et au Québec », pour reprendre l'expression de l'auteur. La présentation des données est beaucoup trop sommaire et celles-ci ne sont pas à jour. L'auteur ne dit rien sur la situation du chômage au Québec après 1971, malgré l'abondance de statistiques disponibles, ce qui l'amènera à passer sous silence ce que plusieurs ont appelé la crise des sociétés industrielles, qui a éclaté après les années 1973 et dont l'une des caractéristiques est précisément l'augmentation simultanée du taux de chômage et de l'inflation. Ainsi un pays comme la France, caractérisé jusqu'en 1974 par un faible taux de chômage (1.7% en 1970), compte en 1977 au moins un million de chômeurs, soit le double du chiffre signalé par Barbe (p. 7). Ce chapitre, sans doute écrit il y a quelques années, aurait eu avantage à être remis à jour lors de la publication.

L'un des aspects intéressants de cet ouvrage est de montrer que le chômage — phénomène macro-sociologique ou macro-économique — et aussi un phénomène psycho-social, c'est-à-dire une situation vécue par des acteurs (p. 27). Aussi le chapitre deux est-il consacré à l'analyse de la représentation sociale du chômage d'un échantillon restreint de répondants montréalais interrogés en 1971-1972. Reprenant la méthodologie et l'approche théorique de S. Moscovici, Barbe caractérise le schéma figuratif de la représentation comme étant structuré autour de la dichotomie travailleur-chômeur. Il y a, d'un côté, ceux qui travaillent et, de l'autre, ceux qui chôment. Travailler, c'est mériter sa place dans la société — alors que chômer est rapidement associé à faire de la paresse. Cette représentation comporte cependant certaines contradictions internes : après avoir présenté une image défavorable des chômeurs, plusieurs répondants ont senti le besoin de nuancer leur pensée ou de signaler des exceptions. Barbe se contente de noter au passage la présence de cette contradiction dans la représentation, sans préciser qu'elle est parfaitement conforme à la logique qui sous-tend l'élaboration d'une représentation sociale. Moscovici a, en effet, montré que la représentation s'élabore à l'intérieur de contraintes : accès à l'information, focalisation et pression à l'inférence, qui marquent les processus logiques que l'on retrouve à la base de la formation d'une représentation sociale considérée comme système cognitif. L'un de ces processus logiques, la compensation, assure l'unité et la cohérence entre les termes de la représentation et elle vient colmater les brèches du discours. Un interviewé peut affirmer que les chômeurs sont des paresseux mais, lorsqu'on lui demande s'il a des amis chômeurs, il sera amené à redéfinir ou à nuancer sa conception des chômeurs et à préciser, par exemple, que certains ne peuvent se trouver d'emploi à cause du système économique. Barbe n'a retenu que les deux processus psycho-sociologiques qui commandent l'élaboration d'une représentation : l'objectivation et l'ancrage. En négligeant de considérer les deux processus logiques qui supportent la construction de ce système cognitif qu'est la représentation sociale — l'analogie et la compensation — il devenait incapable d'expliquer cette ambivalence notée dans le contenu de la représentation sociale du chômage.

Le chapitre trois analyse et critique les pratiques sociales mises en œuvre pour aider les chômeurs ou pour apporter des éléments de solution au chômage. Rappelant le fouillis administratif des différents programmes d'aide mis en œuvre par les gouvernements provincial et fédéral, l'auteur note la bureaucratie et la dépersonnalisation des services d'aide qui exercent surtout une fonction de surveillance et maintiennent les chômeurs dans un état de dépendance, et il soutient que les programmes de création d'emplois temporaires, tel que le programme des Initiatives locales, ont surtout pour fonction de calmer les impatiences des chômeurs et de les contrôler. Mais c'est principalement sur l'usage des techniques psychologiques et psycho-sociologiques que porte sa critique. Le travail psychologique, qui sous-tend l'approche des études de cas (*case*

work), s'exerce sur les effets du chômage et se conforme à la dichotomie travailleurs-chômeurs qui caractérise la représentation sociale du chômage. Même les formes d'intervention auprès des groupes, telles que l'organisation communautaire ou l'animation sociale, s'exercent en continuité avec cette représentation et leur seule fonction est de rétablir l'équilibre interne dans les communautés menacées par le chômage. Il accuse en particulier ces formes d'intervention de couper les chômeurs des travailleurs et des conflits sociaux du monde du travail auquel ils sont pourtant liés (p. 87).

L'analyse de ces pratiques d'intervention est cependant sommaire et beaucoup trop rapide. D'après l'auteur, la théorie de l'animation proposée par Michel Blondin rappelle les thèmes millénaristes du christianisme primitif dégagés par Muhlmann. Ce n'est pourtant pas ce qui ressort d'une longue analyse de la pensée de Blondin, proposée par Gilles Houle, dans un article paru dans cette même revue en 1972 (« L'animation sociale en milieu urbain : une idéologie pédagogique », *R.S.*, XIII, 2 : 231-253) qui présente l'animation comme une idéologie pédagogique de la participation, axée sur le partage du pouvoir comme solution à la pauvreté, dont la dimension pédagogique n'était pas explicite à ses théoriciens. Barbe accuse les animateurs de « négliger de considérer de quelle place parlent les assistés sociaux et les chômeurs » (p. 88), alors que Blondin avançait précisément qu'il fallait aider les citoyens et, en particulier, les pauvres, les assistés sociaux et les chômeurs à se rendre compte de leur exclusion, à identifier les problèmes et les causes de cette exclusion et à élaborer des modèles d'action.

Pour Barbe, même lorsqu'ils ont favorisé l'éclosion et l'intensification des revendications de la part des chômeurs, des marginaux et des assistés sociaux, les animateurs facilitaient tout au plus la canalisation du mécontentement et de l'agressivité vers des institutions administratives (services du Bien-être, etc.) sans remettre en cause l'ensemble du système, ni sans favoriser le rapprochement entre assistés et travailleurs. En somme, il reproche aux animateurs de ne pas avoir été les idéologues d'une prise de pouvoir par la classe ouvrière et les chômeurs alors qu'ils étaient d'abord des pédagogues et des idéologues de la participation, si l'analyse de Houle est juste.

Le chapitre quatre est le plus décevant et le plus mal fait. Il porte bien son titre : « Bref regard sur les recherches concernant les chômeurs », puisqu'il ne compte que trois pages, dont la moitié est consacrée à une critique du psychologisme des recherches examinées.

La monographie du chapitre cinq est bien menée. L'auteur présente en détail les phases de développement de la Maison du chômeur depuis sa mise sur pied jusqu'à sa fermeture; il analyse bien les contradictions qui en ont marqué l'existence. Si le projet d'autogestion a été un échec, c'est que la Maison n'est jamais devenue une coopérative de production, mais seulement un lieu de travail pour des personnes à la recherche d'un moyen pour affirmer qu'ils n'étaient ni paresseux ni coupables. L'action de ce mouvement a été en fait intégratrice et elle s'est engluée dans les représentations sociales dégagées plus haut. Ce n'étaient pas la production ni l'organisation politique de cette production — l'autogestion — qui étaient valorisées, c'était plutôt le travail lui-même. Barbe ajoute que c'est l'idéologie du travail qui a permis à la Maison du chômeur de s'inscrire dans la fonctionnalité de la société capitaliste libérale, en présentant les chômeurs comme une force de travail méconnue tentant de combattre le chômage par le travail, alors qu'elle aurait pu être le lieu de la prise de conscience que le chômage renvoie logiquement aux conditions objectives du mode de production de la société.

Dans sa conclusion, l'auteur suggère une nouvelle conceptualisation. Le chômeur y est défini comme un travailleur privé de son emploi par l'organisation du système de production capitaliste. Toute action visant un changement ou toute pratique de lutte au chômage doit d'abord porter sur la situation faite aux travailleurs salariés, qui sont des chômeurs en puissance; elle doit en finir avec la dichotomie travailleur-chômeur, les solutions au chômage venant d'abord des changements dans la structure des rapports de production. L'auteur voit dans les textes récents

des centrales syndicales québécoises une orientation vers de telles pratiques et vers une nouvelle position du problème du chômage.

Un mot enfin sur l'édition de ce livre. Notons d'abord la présence de très nombreuses fautes d'orthographe et de coquilles typographiques, dont la plus savoureuse est sans doute les rapports de base (i.e. rapports de classe, p. 99). Mais c'est surtout la typographie des titres et des sous-titres qui laisse à désirer et qui rend même le texte incompréhensible à plus d'un endroit. L'auteur a multiplié inutilement les divisions en paragraphes et l'éditeur a compliqué le tout par un choix de caractères qui n'ont aucune uniformité. Bien plus, l'éditeur (ou l'auteur ?) a même tronqué la première phrase d'un paragraphe pour en faire un titre, ce qui donne un résultat étrange, qui ne sera pas sans amuser le lecteur (pages 68 et 97). Mais c'est un plaisir qu'il faudra payer cher, car ce petit livre de 166 pages mal éditées se vend à un prix beaucoup trop élevé, en particulier pour les chômeurs qui pourraient être intéressés à sa lecture.

Simon LANGLOIS

*Département de sociologie,  
Université Laval.*